

La Chambre en ligne

52e législature



du 08/02/2010 au 12/02/2010

87

Avis

Avis aux lecteurs

La Chambre en ligne évolue et est à l'écoute de vos besoins.

Nous serions heureux de tenir compte de vos suggestions et commentaires, en particulier au sujet du **tableau d'avancement des travaux législatifs** à l'adresse pri@lachambre.be

Merci pour votre collaboration,
La rédaction

Commissions

Infrastructure

COMMISSION DE L'INFRASTRUCTURE, DES COMMUNICATIONS ET DES ENTREPRISES PUBLIQUES

Président : M. François Bellot

➤ LUNDI 8 FÉVRIER 2010

1. Questions jointes :

- Question de M. Patrick De Grootte à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur "la nouvelle procédure de départ des trains à la SNCB" (n° 18837).
- Question de M. Jan Mortelmans à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur "les procédures de départ des trains à la SNCB" (n° 19001).

- Le secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre a répondu.

2. Question de M. David Lavaux à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur "la sécurisation du rail" (n° 17878).

- Le secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre a répondu.

3. Question de M. Jan Jambon au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "Belgocontrol" (n° 18550).

- Le secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre a répondu.

4. Question de M. François Bellot au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "le transfert des compétences relatives aux enquêtes en matière de sécurité de la SNCB Holding vers le SPF Mobilité" (n° 18692).

- Le secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre a répondu.

5. Question de M. Paul Vanhie au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "l'utilisation de feux spéciaux par les experts requis en cas d'accident de la circulation" (n° 18694).

- Le secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre a répondu.

6. Question de M. Paul Vanhie au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "les certificats de conformité pour les motos" (n° 18695).

- Le secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre a répondu.

7. Question de M. Roel Deseyn au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "l'aérodrome régional de Courtrai-Wevelgem" (n° 18870).

- Le secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre a répondu.

8. Question de Mme Karine Lalieux au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "l'arrivée hypothétique d'un troisième 'handler' sur le tarmac de Bruxelles-National" (n° 18940).

- Le secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre a répondu.

9. Question de M. Jan Mortelmans à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur "le fonctionnement du Comité consultatif des usagers auprès de la SNCB" (n° 18986).

- Le secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre a répondu.

10. Question de M. François Bellot au premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile, sur "la création éventuelle d'une banque de données relative à la circulation routière" (n° 18973).

- Le secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre a répondu.

11. Question de M. David Geerts au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "le calendrier des campagnes de l'IBSR" (n° 19029).

- Le secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre a répondu.

12. Questions jointes :

- Question de Mme Magda Raemaekers au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "le port obligatoire d'un gilet fluo" (n° 19033).

- Question de M. Roland Defreyne au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "le port obligatoire d'un gilet fluo" (n° 19279).

- Le secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre a répondu.

13. Questions jointes :

- Question de M. Patrick De Grootte au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "les déclarations d'un prince royal concernant la politique en matière de circulation routière" (n° 19189).

- Question de M. Jan Mortelmans au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "les propos tenus par le prince Laurent en matière de sécurité routière" (n° 19258).

- Le secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre a répondu.

14. Question de Mme Magda Raemaekers au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "les dispenses pour le port de la ceinture de sécurité" (n° 19270).

- Le secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre a répondu.

➤ **MERCREDI 10 FÉVRIER 2010**

1. Projet de loi portant modification de l'article 30 de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques, n° 2401/1.

- Rapporteur : Mme Cathy Plasman.
- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a donné un exposé introductif.
- La discussion générale a eu lieu.
- Sont intervenus : Mme Cathy Plasman et MM. Roel Deseyn et Patrick de Groot.
- La discussion des articles a eu lieu.
- Des amendements n°s 1 à 4 ont été déposés par M. Roel Deseyn et consorts.
- Les amendements n°s 1 à 4 ainsi que les articles, tels qu'amendés, ont été successivement adoptés.
- La commission a décidé à l'unanimité de déroger à l'article 82,1 du Règlement de la Chambre.
- Le projet de loi, tel qu'amendé, a été adopté à l'unanimité.

2. Proposition de loi (Roel Deseyn, Jef Van den Bergh) modifiant la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques en ce qui concerne le changement d'opérateur, n° 2005/1 à 4. Amendements de M. Deseyn et consorts.
(Continuation) (Rapporteur : M. David Lavaux).

- La discussion générale a été poursuivie et cloturée.
- Ont pris la parole : M. Roel Deseyn et Mme Cathy Plasman.
- La discussion des articles a eu lieu.
- Les amendements n°s 1 à 11 ont été retirés.
- Les amendements n°s 12 à 15 ont été déposés par M. Roel Deseyn et consorts.
- Les amendements n°s 12 à 15 ainsi que les articles, tels qu'amendés, ont été successivement adoptés.
- La commission a décidé à l'unanimité de déroger à l'article 82,1 du Règlement de la Chambre.
- La proposition de loi, telle qu'amendée, a été adoptée à l'unanimité.

3. Question de M. Patrick De Groot au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "la création de nouveaux postes de direction au conseil d'administration de l'IBPT et la désignation politique des mandataires" (n° 17862).

- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.

4. Question de M. Guy Milcamps au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "le problème de la 'taxe pylône GSM'" (n° 17903).

- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.

5. Question de Mme Mia De Schamphelaere au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "l'étude de l'IBPT" (n° 19004).

- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.

6. Question de M. David Lavaux au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "la protection des droits des internautes en Belgique" (n° 19215).

Prochaine séance : lundi 22 février 2010.

Relations extérieures & Questions européennes

RÉUNION COMMUNE DE LA COMMISSION DES RELATIONS EXTÉRIEURES ET DU COMITÉ D'AVIS FÉDÉRAL CHARGÉ DES QUESTIONS EUROPÉENNES

Présidents : MM. Geert Versnick et Herman De Croo et Mmes Vanessa Matz et Marleen Temmerman (S)

➤ **MARDI 9 FÉVRIER 2010**

(Réunion commune avec la commission des Relations extérieures et de la Défense du Sénat).

Les priorités de la Présidence belge de l'Union européenne.

- Exposé du ministre de la Coopération au Développement;
- Echange de vues.

- Rapporteurs : Mme Marleen Temmerman (Sénat), M. Geert Versnick, M. Herman de Croo et Mme Vanessa Matz (Sénat).
- Le ministre de la Coopération au Développement a fait un exposé.
- Sont intervenus : Mme Sabine de Bethune (Sénat), M. Georges Dallemagne, M. Paul Wille (Sénat), M. Wouter De Vriendt, Mme Hilde Vautmans, Mme Marie Arena, M. Dirk Van der Maelen et Mme Marleen Temmerman (Sénat).

Prochaine séance : mardi 23 février 2010.

Justice, Intérieur et Questions européennes

RÉUNION COMMUNE DE LA COMMISSION DE LA JUSTICE ET DE LA COMMISSION DE L'INTÉRIEUR, DES AFFAIRES GÉNÉRALES ET DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DU COMITÉ D'AVIS CHARGÉ DES QUESTIONS EUROPÉENNES

Présidents : Mme Sonja Becq, M. André Frédéric, M. Herman De Croo et Mme Vanessa Matz (S)

➤ **MARDI 9 FÉVRIER 2010**

Les priorités de la Présidence belge de l'Union européenne.

1. Exposés :

- de la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile et du secrétaire d'État à la Politique de migration et d'asile, adjoint à la ministre chargée de la Politique de migration et d'asile, et en ce qui concerne la Coordination de la Politique de migration et d'asile, adjoint au premier ministre et secrétaire d'État à la Politique des familles, adjoint à la ministre de l'Emploi, et en ce qui concerne les aspects du droit des personnes et de la famille, adjoint au ministre de la Justice;
- du ministre de la Justice;
- du ministre de l'Intérieur.

- Un échange de vues a eu lieu avec les membres de la Chambre et les sénateurs.

2. État d'avancement en matière de transposition des Directives européennes.

Affaires sociales

COMMISSION DES AFFAIRES SOCIALES

Président : M. Yvan Mayeur

➤ **MARDI 9 FÉVRIER 2010**

1. Question de Mme Isabelle Tasiaux-De Neys au ministre des Pensions et des Grandes villes sur “la garantie de revenus aux personnes âgées et l’allocation pour l’aide aux personnes âgées” (n° 18069).

- Le ministre des Pensions et des Grandes villes a répondu.

2. Question de Mme Isabelle Tasiaux-De Neys au ministre des Pensions et des Grandes villes sur “la pension par capitalisation” (n° 18070).

- Le ministre des Pensions et des Grandes villes a répondu.

3. Questions jointes :

- Question de M. Stefaan Vercamer au ministre des Pensions et des Grandes villes sur “les problèmes financiers aigus au sein de l’ONSS-APL” (n° 18690).

- Question de Mme Maggie De Block au ministre des Pensions et des Grandes villes sur “ses mesures concernant l’ONSS-APL” (n° 18716).

- Le ministre des Pensions et des Grandes villes a répondu.

4. Question de Mme Sonja Becq au ministre des Pensions et des Grandes villes sur “les droits à une pension complémentaire” (n° 18766).

- Le ministre des Pensions et des Grandes villes a répondu.

5. Questions jointes :

- Question de M. Koen Bultinck au ministre des Pensions et des Grandes villes sur “la mise à la retraite pour raisons de santé” (n° 18865).

- Question de Mme Martine De Maght au ministre des Pensions et des Grandes villes sur “les règles relatives à la mise à la pension de fonctionnaires pour des raisons de santé” (n° 18904).

- Question de Mme Sonja Becq au ministre des Pensions et des Grandes villes sur “les disparités en matière d’octroi d’une pension pour incapacité de travail dans le secteur public” (n° 19295).

- Le ministre des Pensions et des Grandes villes a répondu.

6. Question de M. Wouter De Vriendt au ministre des Pensions et des Grandes villes sur “la Conférence nationale des pensions” (n° 19036).

- Le ministre des Pensions et des Grandes villes a répondu.

7. Questions jointes :

- Question de M. Koen Bultinck au ministre des Pensions et des Grandes villes sur “le bonus-pension pour les fonctionnaires” (n° 19065).

- Question de Mme Martine De Maght au ministre des Pensions et des Grandes villes sur “le bonus pension pour encourager les fonctionnaires à travailler au-delà de 60 ans” (n° 19183).

- Le ministre des Pensions et des Grandes villes a répondu.

8. Question de M. Georges Gilkinet au premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d’asile, sur “le processus de désignation d’un nouvel administrateur de l’ONP” (n° 19131).

- Le ministre des Pensions et des Grandes villes a répondu.

9. Question de M. Stefaan Vercamer au ministre des Pensions et des Grandes villes “les différences en ce qui concerne l’octroi d’un complément de pension” (n° 19245).

- Le ministre des Pensions et des Grandes villes a répondu.

10. Question de Mme Sonja Becq au ministre des Pensions et des Grandes villes sur “l’octroi du complément de pension dans le secteur public” (n° 19350).

- Le ministre des Pensions et des Grandes villes a répondu.

11. Question de Mme Martine De Maght au secrétaire d’État à la Coordination de la lutte contre la fraude, adjoint au premier ministre, et secrétaire d’État, adjoint au ministre de la Justice, sur “les mariages ou les cohabitations de complaisance” (n° 18912).

- Le secrétaire d’État à la Coordination de la lutte contre la fraude, adjoint au premier ministre, et secrétaire d’État, adjoint au ministre de la Justice a répondu.

12. Ordre des travaux :

- Activation du comportement de recherche d’emploi.

13. Question de M. Xavier Baeselen à la vice-première ministre et ministre de l’Emploi et de l’Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d’asile, sur “les avancées du groupe de travail ‘Lesbigay Justice’” (n° 18059).

- La vice-première ministre et ministre de l’Emploi et de l’Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d’asile a répondu.

14. Question de M. Hans Bonte à la vice-première ministre et ministre de l’Emploi et de l’Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d’asile, sur “la mise en place de la Commission de règlement de la relation de travail” (n° 18228).

- La vice-première ministre et ministre de l’Emploi et de l’Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d’asile a répondu.

15. Questions jointes :

- Question de M. Stefaan Vercamer à la vice-première ministre et ministre de l’Emploi et de l’Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d’asile, sur “le prélèvement sur les réserves des ALE” (n° 18454).

- Question de M. Hans Bonte à la vice-première ministre et ministre de l’Emploi et de l’Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d’asile, sur “l’action juridique de l’Association des villes et communes flamandes (VVSG) contre l’hold-up commis sur les réserves des ALE” (n° 18775).

- Question de Mme Sarah Smeyers à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "les actions judiciaires entreprises par certaines communes flamandes contre le prélèvement sur les réserves des ALE" (n° 18790).
 - Question de M. Stefaan Vercamer à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "l'opposition au prélèvement sur les réserves des ALE" (n° 18955).
 - Question de Mme Sarah Smeyers à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "le prélèvement sur les réserves des ALE et des entreprises de titres-services" (n° 19205).
 - Question de M. Georges Gilkinet à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "la reprise d'une partie des réserves des ALE actives dans le secteur des titres-service" (n° 19312).
- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile a répondu.

16. Questions jointes :

- Question de Mme Meryame Kitir à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "la relation entre les mesures anti-crise et le droit au crédit-temps habituel" (n° 18497).
 - Question de Mme Camille Dieu à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "le non respect par les employeurs de l'accord concernant l'adaptation collective du temps de travail et le crédit de temps pendant la crise" (n° 18507).
- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile a répondu.

17. Question de Mme Meryame Kitir à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "l'absence de l'arrêté d'exécution de l'article 34 de la loi sur les contrats de travail" (n° 18560).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile a répondu.

18. Question de Mme Meryame Kitir à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "les emplois verts" (n° 18561).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile a répondu.

19. Question de Mme Meryame Kitir à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "le nombre de jours où il peut être dérogé au principe de l'interdiction du travail dominical" (n° 18562).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile a répondu.

20. Question de Mme Meryame Kitir à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "l'adaptation de l'indemnité de rupture pour les travailleurs qui reprennent le travail à temps partiel après une période d'incapacité de travail" (n° 18563).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile a répondu.

21. Questions jointes :

- Question de Mme Mia De Schamphelaere à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "le dossier Opel" (n° 18600).

- Question de Mme Camille Dieu à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "l'octroi de fonds européens pour l'accompagnement et la formation des travailleurs d'Opel Anvers" (n° 18727).

- Question de Mme Martine De Maght à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "l'avenir des sous-traitants d'Opel" (n° 18758).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile a répondu.

22. Question de Mme Magda Raemaekers à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "la prolongation de la durée du congé de maternité" (n° 18675).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile a répondu.

23. Question de Mme Rita De Bont au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "l'utilisation des éco-chèques" (n° 18937).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile a répondu.

24. Question de M. Hans Bonte à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "l'exclusion systématique des bénéficiaires du revenu d'intégration des mesures en faveur des groupes cibles dans le cadre de la politique de l'emploi" (n° 18724).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile a répondu.

25. Question de Mme Zoé Genot à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "la procédure de désignation des coordinateurs de département du Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme" (n° 18729).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile a répondu.

26. Question de M. Stefaan Vercamer à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "la position des organisations des employeurs et des travailleurs au sujet de la future politique sociale et économique" (n° 18867).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile a répondu.

27. Questions jointes :

- Question de M. Hans Bonte à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "le flou persistant concernant la prime de crise pour les ouvriers licenciés" (n° 18859).

- Question de Mme Carina Van Cauter à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "la prime de crise" (n° 19063).

- Question de Mme Martine De Maght à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile sur "la prime de licenciement pour les ouvriers" (n° 19235).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile a répondu.

28. Questions jointes :

- Question de M. Stefaan Vercamer à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "la situation sur le marché du travail des personnes souffrant d'un handicap" (n° 18938).

- Question de Mme Magda Raemaekers à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "le nombre croissant de chômeurs moins valides" (n° 19165).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile a répondu.

29. Question de Mme Magda Raemaekers à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "un cas grave de racisme à l'hôpital Erasme à Anvers" (n° 19044).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile a répondu.

30. Question de Mme Jacqueline Galant à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "la rémunération d'un président d'ALE" (n° 19160).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile a répondu.

Justice

RÉUNION COMMUNE DE LA COMMISSION DE LA JUSTICE ET DE LA COMMISSION DE L'INTÉRIEUR, DES AFFAIRES GÉNÉRALES ET DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DU COMITÉ D'AVIS CHARGÉ DES QUESTIONS EUROPÉENNES

Présidents : Mme Sonja Becq et M. André Frédéric et M. Herman De Croo et Mme Vanessa Matz (S)

➤ **MARDI 9 FÉVRIER 2010**

(Réunion commune avec les commissions de la Justice et de l'Intérieur du Sénat).

Les priorités de la Présidence belge de l'Union européenne.

1. Auditions des ministres de la Justice et de l'Intérieur et du secrétaire d'Etat à la Politique de migration et d'asile, adjoint à la ministre chargée de la Politique de migration et d'asile, et en ce qui concerne la Coordination de la Politique de migration et d'asile, adjoint au premier ministre et secrétaire d'État à la Politique des familles, adjoint à la ministre de l'Emploi, et en ce qui concerne les aspects du droit des personnes et de la famille, adjoint au ministre de la Justice.

- Un échange de vues a eu lieu avec les membres de la Chambre et les sénateurs.

2. État d'avancement en matière de transposition des Directives européennes.

Santé publique

COMMISSION DE LA SANTÉ PUBLIQUE, DE L'ENVIRONNEMENT ET DU RENOUVEAU DE LA SOCIÉTÉ

Président : Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers

➤ **MARDI 9 FÉVRIER 2010**

Projets de loi joints :

- Projet de loi relatif à l'indemnisation des dommages résultant de soins de santé (I), n°s 2240/1 et 2.

Amendement de Mme Smeyers

- Projet de loi modifiant le Code judiciaire dans le cadre de la loi du ... relative à l'indemnisation des dommages résultant de soins de santé (II), n° 2241/1.

Propositions de loi jointes :

- Proposition de loi (Josée Lejeune, Valérie De Bue) visant à indemniser les patients victimes de contamination par le virus vih à la suite d'un accident transfusionnel ayant eu lieu en Belgique avant le 1er août 1985, n° 861/1.

- Proposition de loi (Georges Dallemagne, Marie-Martine Schyns, Brigitte Wiaux, David Lavaux, Catherine Fonck) relative à l'indemnisation des victimes de l'hépatite C et à l'établissement d'un plan fédéral de lutte contre l'hépatite C, n°s 1754/1 à 3.

- Proposition de loi (Daniel Bacquelaire, Jean-Jacques Flahaux, Jacques Otlet, Daniel Ducarme) instituant un dispositif d'indemnisation en faveur des personnes contaminées par un virus de l'hépatite à la suite de l'administration de produits sanguins ou de manipulations instrumentales, n° 2327/1.

(Continuation). (Rapporteur : Mme Colette Burgeon).

- Les auteurs des propositions de loi n°s 861, 1754 et 2327 ont demandé leur disjonction.
- La discussion des articles des projets de loi n°s 2240 et 2241 a eu lieu.
- Des amendements (n°s 2 à 55) ont été déposés sur le projet n° 2240.
- Les amendements n°s 29 à 42, 46 et 55 ont été adoptés.
- Les amendements n°s 1 à 8, 14 à 22, 24 à 26, 28, 43, 45 et 52 à 54 ont été rejetés.
- Les amendements n°s 9 à 13, 23, 27, 44 et 47 à 51 ont été retirés.
- Les votes par article ont eu lieu sur les projets n° 2240 et 2241.
- La relecture du rapport (article 78.6 du Règlement) est demandée.
- Une deuxième lecture est demandée (article 83 du Règlement).

➤ **MERCREDI 10 FÉVRIER 2010**

1. Question de M. Roland Defreyne au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "Fedasil - le code 207" (n° 17081).

- Le secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

2. Question de Mme Zoé Genot au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "le blocage des recrutements à Fedasil et le conflit avec l'Inspection des Finances" (n° 18326).

- Le secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

3. Question de Mme Zoé Genot au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "l'accroissement des besoins en matière de CPAS selon l'étude de Dexia" (n° 18390).

- Le secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

4. Question de Mme Lieve Van Daele au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "les montants affectés par le gouvernement à la création de places d'accueil supplémentaires pour les demandeurs d'asile" (n° 19154).

- Le secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

5. Questions jointes :

- Question de M. Michel Doomst au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "l'accueil de demandeurs d'asile par des CPAS locaux" (n° 18871).

- Question de M. Kristof Waterschoot au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "le versement aux CPAS d'indemnités pour compenser les coûts générés par les régularisations" (n° 18894).

- Question de M. Kristof Waterschoot au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "l'indemnisation des CPAS pour les coûts engendrés par l'opération de régularisation" (n° 18895).

- Le secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

6. Questions jointes :

- Question de M. Michel Doomst au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "la désignation d'un commissaire pour Fedasil" (n° 18925).

- Question de Mme Rita De Bont au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "le commissaire spécial chargé de la recherche de places d'accueil pour les demandeurs d'asile" (n° 18931).

- Le secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

7. Question de Mme Zoé Genot au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "le non-accueil des MENA non demandeurs d'asile et l'envoi dans des centres pour adultes de MENA demandeurs d'asile" (n° 18914).

- Le secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

8. Question de Mme Lieve Van Daele au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "la suppression de l'obligation alimentaire" (n° 19263).

- Le secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

9. Question de Mme Hilde Vautmans à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "l'identification des chevaux" (n° 18268).

10. Questions jointes :

- Question de M. Flor Van Noppen à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "la sécurité alimentaire et les contrôles de l'AFSCA" (n° 18776).

- Question de Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "les mauvais résultats ressortant d'une enquête Test-Achats de 2009 en matière d'aliments" (n° 18988).

- La ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique a répondu.

11. Questions jointes :

- Question de Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "le financement de l'ARSIA" (n° 18778).

- Question de M. Eric Thiébaud à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "le déménagement de l'ARSIA Mons vers Ciney" (n° 18797).

- Question de Mme Kattrin Jadin à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "la fermeture de l'agence ARSIA à Rocherath" (n° 18972).

- Question de Mme Jacqueline Galant à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "l'ARSIA" (n° 19027).
- Question de Mme Catherine Fonck à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "le déménagement de l'ARSIA Mons vers Ciney" (n° 19173).

- La ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique a répondu.

12. Question de Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "les graines de lin transgéniques" (n° 19209).

- La ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique a répondu.

Prochaine séance : mardi 23 février 2010.

Mondialisation

COMMISSION SPÉCIALE "MONDIALISATION"

Président : M. Dirk Van der Maelen

➤ **MARDI 9 FÉVRIER 2010**

"Les aspects mondiaux de la crise financière"

Échange de vues avec M. Jacques Sapir, Directeur d'études (Économie) à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS - Paris).

Prochaine séance : mardi 2 mars 2010.

Questions scientifiques et technologiques

COMITÉ D'AVIS POUR LES QUESTIONS SCIENTIFIQUES ET TECHNOLOGIQUES

Président : Mme Yolande Avontroodt

➤ **MARDI 9 FÉVRIER 2010**

Proposition d'un texte martyr sur la pharmacogénomique et la médecine personnalisée.

- La présidente a exposé sa proposition de résolution relative à la médecine personnalisée.
- Sont intervenus : M. David Clarinval, Mme Christine Van Broeckhoven, Mme Brigitte Wiaux et M. Hagen Goyvaerts ainsi que M. Van Doninck, directeur général au Service public de Programmation Politique Scientifique.

Prochaine séance : mardi 16 mars 2010.

Naturalisations

COMMISSION DES NATURALISATIONS

Président : M. David Lavaux

➤ **MARDI 9 FÉVRIER 2010**

1. Examen des dossiers à propos desquels les chambres ne sont pas parvenues à une décision unanime (suite).

2. Divers.

Prochaine séance : mardi 23 février 2010.

Groupe de travail “Partis politiques”

GROUPE DE TRAVAIL PARTIS POLITIQUES

Président : M. Francis Delpérée (S)

➤ **MARDI 9 FÉVRIER 2010**

1. Discussion des points de vue des groupes politiques relatifs à :

- l'inégalité entre les candidats en matière de montants maximums pour les dépenses électorales;
- l'opportunité de l'interdiction de certaines méthodes de campagne électorale;
- la problématique des sanctions, entre autres en cas de récidive, pour violation de la réglementation en matière de dépenses électorales et de comptabilité des partis politiques.

2. Ordre des travaux.

Économie

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE, DE LA POLITIQUE SCIENTIFIQUE, DE L'ÉDUCATION, DES INSTITUTIONS SCIENTIFIQUES ET CULTURELLES NATIONALES, DES CLASSES MOYENNES ET DE L'AGRICULTURE

Président : M. Bart Laeremans

➤ **MARDI 9 FÉVRIER 2010**

1. Questions jointes :

- Question de Mme Hilde Vautmans au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur “les tempêtes de grêle au Limbourg” (n° 18646).
- Question de M. Peter Luykx au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur “la reconnaissance comme catastrophe naturelle de l'averse de grêle qui s'est abattue sur le Limbourg” (n° 18655).

- Question de Mme Magda Raemaekers au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "les tempêtes de grêle au Limbourg" (n° 18676).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

2. Ordre des travaux.

3. Question de Mme Meryame Kitir au ministre du Climat et de l'Énergie sur "le fonds pour les citernes à mazout des particuliers" (n° 18564).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

4. Questions jointes :

- Question de M. Olivier Maingain au ministre du Climat et de l'Énergie sur "l'organisation du service de médiation Énergie" (n° 18702).

- Question de M. David Clarinval au ministre du Climat et de l'Énergie sur "l'absence de nomination d'un médiateur de l'énergie" (n° 19276).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

5. Question de Mme Katrien Partyka au ministre du Climat et de l'Énergie sur "le raccordement au réseau des parcs éoliens offshore" (n° 18816).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

6. Question de Mme Katrien Partyka au ministre du Climat et de l'Énergie sur "les conséquences de l'octroi erroné du tarif social en matière d'énergie à des personnes handicapées" (n° 18817).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

7. Question de M. David Clarinval au ministre du Climat et de l'Énergie sur "le niveau réel des stocks de produits pétroliers dans notre pays" (n° 18869).

8. Question de M. Renaat Landuyt au ministre de la Justice sur "la manipulation des prix du gaz" (n° 18831).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

9. Question de Mme Tinne Van der Straeten au ministre du Climat et de l'Énergie sur "l'avis de la CREG concernant la sécurité d'approvisionnement" (n° 18977).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

10. Question de M. Flor Van Noppen au ministre du Climat et de l'Énergie sur "les substances nocives dans les stations service" (n° 19056).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

11. Question de M. Flor Van Noppen au ministre du Climat et de l'Énergie sur "Bebat" (n° 19074).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

12. Question de M. Joseph George au ministre du Climat et de l'Énergie sur "le fonctionnement d'APETRA" (n° 19257).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

13. Question de M. Peter Logghe au ministre du Climat et de l'Énergie sur "l'insuffisance des réserves pétrolières" (n° 19266).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

Prochaine séance : mardi 23 février 2010.

Justice

COMMISSION DE LA JUSTICE

Présidente : Mme Sonja Becq

➤ **MARDI 9 FÉVRIER 2010**

Projet de loi visant à promouvoir une objectivation du calcul des contributions alimentaires des père et mère au profit de leurs enfants - Amendé par le Sénat, n° 899/8.

- Rapporteur : Mme Clotilde Nyssens.
- Le secrétaire d'État a donné un exposé concernant les modifications du Sénat au projet de loi.
- Une discussion a eu lieu.
- L'ensemble du projet de loi a été adopté à l'unanimité.

➤ **MERCREDI 10 FÉVRIER 2010**

(Réunion commune avec la commission de la Justice du Sénat).

1. Audition de représentants du ministère public sur la gestion de la durée de traitement des dossiers et sur les mesures structurelles de lutte contre l'arriéré judiciaire.

- Rapporteurs : MM. Stefaan Van Hecke et Philippe Mahoux (Sénat).
- MM. Liégeois, de le Court et Visart de Bocarmé ont pris la parole au nom du Collège des procureurs généraux.
- M. Sabbe a pris la parole au nom du conseil des procureurs du Roi.
- Un échange de vues a eu lieu après les exposés.

2. Question de Mme Sonja Becq au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "le rôle de la médiation dans le cadre de la création d'un tribunal de la famille" (n° 19066).

- Le secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales a répondu.

3. Question de Mme Sabien Lahaye-Battheu au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "le statut des parents d'accueil" (n° 19345).

- Le secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales a répondu.

4. Question de Mme Sabien Lahaye-Battheu au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "la mission des assistants de justice dans le cadre de la loi sur l'hébergement partagé" (n° 19346).

- Le secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales a répondu.

5. Question de Mme Sabien Lahaye-Battheu au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "l'interrogatoire de mineurs par les assistants de justice" (n° 19347).

- Le secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales a répondu.

6. Question de Mme Karine Lalieux au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "l'interdiction faite par Facebook à ses utilisateurs de supprimer leur(s) profil(s) numérique(s) par le biais de sites de 'suicide virtuel'" (n° 18161).

- Le ministre de la Justice a répondu.

7. Question de M. Francis Van den Eynde au ministre de la Justice sur "le 'marché de Montmartre' organisé durant les Fêtes gantoises" (n° 18442).

- Le ministre de la Justice a répondu.

8. Questions jointes :

- Question de Mme Carina Van Cauter au ministre de la Justice sur "la construction d'un centre de psychiatrie légale à Gand" (n° 18474).

- Question de M. Renaat Landuyt au ministre de la Justice sur "l'établissement pour internés à Gand" (n° 19140).

- Le ministre de la Justice a répondu.

9. Questions jointes :

- Question de Mme Carina Van Cauter au ministre de la Justice sur "la mesure de la charge de travail auprès des cours et des tribunaux" (n° 18499).

- Question de Mme Sonja Becq au ministre de la Justice sur "la mesure de la charge de travail auprès des cours et des tribunaux" (n° 19072).

- Le ministre de la Justice a répondu.

10. Question de M. Francis Van den Eynde au ministre de la Justice sur “un combattant gantois dans les rangs d’Al Quaida” (n° 18515).

- Le ministre de la Justice a répondu.

11. Question de M. Renaat Landuyt au ministre de la Justice sur “la décision de requête unilatérale concernant la grève chez InBev et l’opposition de la ville de Louvain” (n° 18620).

- Le ministre de la Justice a répondu.

12. Question de M. Peter Logghe au ministre de la Justice sur “la levée des amendes pour les personnes suivant des cours de langue” (n° 18683).

- Le ministre de la Justice a répondu.

13. Question de Mme Carina Van Cauter au ministre de la Justice sur “l’agression commise par un détenu évadé” (n° 18732).

- Le ministre de la Justice a répondu.

14. Question de Mme Muriel Gerkens au ministre de la Justice sur “les problèmes rencontrés par les services agréés pour les mises en observation” (n° 18769).

- Le ministre de la Justice a répondu.

15. Question et interpellation jointes :

- Question de Mme Valérie Déom au ministre de la Justice sur “les économies dans la justice” (n° 18826).

- Interpellation de M. Renaat Landuyt au ministre de la Justice sur “les économies dans le domaine de la Justice” (n° 408).

- Le ministre de la Justice a répondu.

- Une motion de recommandation a été déposée par M. Renaat Landuyt.

- Une motion pure et simple a été déposée par Mme Carina Van Cauter et M. Servais Verherstraeten.

16. Question de Mme Mia De Schamphelaere au ministre de la Justice sur “l’appel lancé par Child Focus” (n° 18882).

- Le ministre de la Justice a répondu.

17. Interpellation et questions jointes :

- Interpellation de M. Peter Logghe au ministre de la Justice sur “la problématique des mariages de complaisance” (n° 409).

- Question de M. Francis Van den Eynde au ministre de la Justice sur “l’avis positif que le parquet aurait transmis à l’administration communale de Gand concernant la célébration d’un mariage de complaisance étalé au grand jour lors d’une émission télévisée remarquée, le lundi 25 janvier” (n° 18893).

- Question de Mme Martine De Maght au premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d’asile, sur “les mariages simulés” (n° 18911).

- Question de Mme Els De Rammelaere au ministre de la Justice sur “la lutte contre les mariages simulés” (n° 19398).

- Question de M. Servais Verherstraeten au ministre de la Justice sur “la lutte contre les mariages simulés par le parquet d’Anvers” (n° 19400).
- Question de Mme Carina Van Cauter au ministre de la Justice sur “la politique du parquet d’Anvers concernant les mariages simulés” (n° 19412).
- Question de Mme Martine De Maght au ministre de la Justice sur “les mariages simulés” (n° 19417).

- Le ministre de la Justice a répondu.

- Une motion de recommandation a été déposée par MM. Peter Logghe, Bart Laeremans, Francis Van den Eynde et Bruno Stevenheydens.

- Une motion pure et simple a été déposée par Mmes Carina Van Cauter et Mia De Schampelaere.

18. Questions jointes :

- Question de Mme Els De Rammelaere au ministre de la Justice sur “un instrument de mesure pour estimer le risque de récidive” (n° 18966).

- Question de Mme Els De Rammelaere au ministre de la Justice sur “l’enregistrement des récidives” (n° 18968).

- Le ministre de la Justice a répondu.

19. Questions jointes :

- Question de Mme Els De Rammelaere au ministre de la Justice sur “l’inculpation de Francine De Tandt” (n° 19028).

- Question de M. Bart Laeremans au ministre de la Justice sur “la situation de la juge De Tandt” (n° 19395).

- Le ministre de la Justice a répondu.

20. Question de Mme Carina Van Cauter au ministre de la Justice sur “l’assistance d’un avocat lors de la première audition de police” (n° 19062).

- Le ministre de la Justice a répondu.

21. Questions jointes :

- Question de Mme Els De Rammelaere au ministre de la Justice sur “la libération d’un suspect en raison d’un manque de place” (n° 19098).

- Question de Mme Carina Van Cauter au ministre de la Justice sur “les places pour les mineurs dans les institutions” (n° 19112).

- Question de Mme Carina Van Cauter au ministre de la Justice sur “la libération d’un agresseur âgé de 17 ans” (n° 19190).

- Question de M. Guy Milcamps au ministre de la Justice sur “le protocole d’accord signé en novembre 2008 entre, l’état fédéral et les entités fédérées relatif à la construction de places en IPPJ” (n° 19348).

- Le ministre de la Justice a répondu.

Prochaine séance : mardi 23 février 2010.

Droit commercial

COMMISSION CHARGÉE DES PROBLÈMES DE DROIT COMMERCIAL ET ÉCONOMIQUE

Président : M. Gerald Kindermans

➤ **MARDI 9 FÉVRIER 2010**

Projet de loi visant à renforcer le gouvernement d'entreprise dans les sociétés cotées et les entreprises publiques autonomes et visant à modifier le régime des interdictions professionnelles dans le secteur bancaire et financier, n°s 2336/1 à 4.

Amendements de M. De Potter et consorts, Mme Pas et consorts, Mme Gerkens et consorts et M. Tuybens et consorts.

Propositions de loi jointes :

- Proposition de loi (Muriel Gerkens, Meyrem Almaci, Juliette Boulet, Wouter De Vriendt, Zoé Genot, Thérèse Snoy et d'Oppuers, Tinne Van der Straeten, Stefaan Van Hecke) relative à la publicité des participations et des rémunérations individuelles des dirigeants d'entreprise cotées en bourse, n°s 294/1 et 2.
- Proposition de loi (Bruno Tuybens, Valérie Déom, Muriel Gerkens, Bruno Tobback, Stefaan Van Hecke) modifiant la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques en ce qui concerne la rémunération du management, n° 1291/1.
- Proposition de loi (Bruno Tuybens, Valérie Déom, Muriel Gerkens, Bruno Tobback, Stefaan Van Hecke) modifiant la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques en ce qui concerne l'indemnité de licenciement des membres du comité de direction, n°s 1292/1 et 2.
- Proposition de loi (Bruno Tuybens, Valérie Déom, Bruno Tobback) modifiant le Code des sociétés en ce qui concerne la publicité des rémunérations des administrateurs, n°s 1293/1 à 3. Amendement de M. Tuybens.
- Proposition de loi (Bruno Tuybens, Valérie Déom, Muriel Gerkens, Bruno Tobback, Stefaan Van Hecke) modifiant le Code des sociétés en ce qui concerne l'élargissement de la participation à l'assemblée générale, n° 1294/1.
- Proposition de loi (Bruno Tuybens, Valérie Déom, Muriel Gerkens, Bruno Tobback, Stefaan Van Hecke) modifiant la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques en ce qui concerne le droit de parole à l'assemblée générale, n° 1300/1.
- Proposition de loi (Bruno Tuybens, Valérie Déom, Muriel Gerkens, Bruno Tobback, Stefaan Van Hecke) modifiant la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques en ce qui concerne la rémunération des membres du conseil d'administration, n° 1297/1.
- Proposition de loi (Bruno Tuybens, Muriel Gerkens, Bruno Tobback, Stefaan Van Hecke) modifiant la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques en ce qui concerne la composition du conseil d'administration, n° 1298/1.
- Proposition de loi (Bruno Tuybens, Valérie Déom, Muriel Gerkens, Bruno Tobback, Stefaan Van Hecke) modifiant la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques en ce qui concerne la transparence de la rémunération du management, n°s 1299/1 et 2.
- Proposition de loi (Stefaan Van Hecke) visant à supprimer les parachutes dorés et à encadrer la rémunération des dirigeants, n°s 1474/1 et 2.
- Proposition de loi (Bruno Tuybens) modifiant, en ce qui concerne les options sur actions, la loi du 26 mars 1999 relative au plan d'action belge pour l'emploi 1998 et portant des dispositions diverses, n° 1501/1.

- Proposition de loi (Olivier Hamal, David Clarinval, Carine Lecomte, Katrin Jadin) modifiant le Code des sociétés pour instaurer le comité de rémunération et encadrer l'octroi de bonus et d'indemnités de départ pour les dirigeants d'entreprises et modifiant la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, n°s 1914/1 et 2. (Continuation, clôture et votes). (Rapporteurs : MM. Luk Van Biesen et Olivier Hamal).

- M. Bruno Tuybens a exposé son amendement n° 40 et le ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu à ses questions.

- Mme Muriel Gerkens est également intervenue lors de la discussion de cet amendement.

- La discussion des articles a été cloturée.

- Les amendements n°s 1 à 8 et 46 ont été adoptés.

- Les amendements n°s 9 à 45 et 47 à 49 ont été rejetés.

- Les articles 1, 2, 3 (amendé), 4 à 8 (amendé), 9 (amendé), 10 à 12, 13 (amendé), 14 (amendé), 15 à 19, 20 (amendé), 21, 22 (amendé), 23 (amendé) et 24 à 34 du projet de loi ont été successivement adoptés.

- L'ensemble du projet de loi, tel qu'amendé, a été adopté par 10 voix contre 1 et 2 abstentions.

- La commission a approuvé un nombre de corrections techniques.

Intérieur

COMMISSION DE L'INTÉRIEUR, DES AFFAIRES GÉNÉRALES ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

Président : M. André Frédéric

➤ **MARDI 9 FÉVRIER 2010**

1. Questions jointes :

- Question de Mme Annick Ponthier à la ministre de l'Intérieur sur "la répartition des contrôles d'alcoolémie" (n° 18309).

- Question de M. Josy Arens à la ministre de l'Intérieur sur "l'Alcotest systématique lors de contrôles de police" (n° 18764).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

2. Question de M. Peter Logghe à la ministre de l'Intérieur sur "le nouveau système antivol pour les deux-roues" (n° 18353).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

3. Question de M. Jean Marie Dedecker à la ministre de l'Intérieur sur "les mesures d'ordre et les mesures disciplinaires au sein de la police" (n° 18464).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

4. Question de M. Eric Thiébaud à la ministre de l'Intérieur sur "la désignation des officiers de liaison de la police fédérale" (n° 18465).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

5. Question de M. Eric Thiébaud à la ministre de l'Intérieur sur "la réforme de la classification des établissements nucléaires" (n° 18483).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

6. Question de M. Eric Thiébaud à la ministre de l'Intérieur sur "la protection des travailleurs contre les rayonnements ionisants" (n° 18484).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

7. Question de M. Jean Marie Dedecker à la ministre de l'Intérieur sur "l'engagement de la police fédérale dans le cadre et à la suite de la prise en charge par notre pays de la présidence du Conseil de l'Union européenne" (n° 18494).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

8. Questions jointes :

- Question de M. Jef Van den Bergh à la ministre de l'Intérieur sur "la perception d'amendes à l'aide de terminaux portatifs" (n° 18505).

- Question de Mme Annick Ponthier à la ministre de l'Intérieur sur "le paiement des amendes de stationnement par le biais de terminaux de paiement" (n° 18539).

- Question de M. Ludwig Vandenhove à la ministre de l'Intérieur sur "des terminaux portables" (n° 19020).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

9. Question de M. Olivier Maingain à la ministre de l'Intérieur sur "l'absence de parité linguistique pour les directeurs généraux au sein de la police fédérale" (n° 18521).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

10. Question de Mme Jacqueline Galant à la ministre de l'Intérieur sur "le réseau Astrid" (n° 18591).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

11. Questions jointes :

- Question de M. Ben Weyts à la ministre de l'Intérieur sur "le vote électronique" (n° 18617).

- Question de M. Xavier Baeselen à la ministre de l'Intérieur sur le vote automatisé" (n° 18846).

- Question de Mme Zoé Genot à la ministre de l'Intérieur sur "le futur du vote électronique" (n° 19031).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

12. Questions jointes :

- Question de M. Josy Arens à la ministre de l'Intérieur sur "l'impact des grèves dans les prisons pour la police" (n° 18745).

- Question de Mme Carina Van Cauter à la ministre de l'Intérieur sur "le remplacement par des agents de police lors de grèves des gardiens de prison" (n° 18760).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

13. Question de M. Josy Arens à la ministre de l'Intérieur sur "la prise en charge financière du centre d'appel 100 à Namur" (n° 18660).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

14. Question de M. Raf Terwingen à la ministre de l'Intérieur sur "la mise à la disposition des communes du modèle informatique d'analyse de risque" (n° 18666).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

15. Question de M. Xavier Baeselen à la ministre de l'Intérieur sur "la sécurité à l'aéroport de Charleroi" (n° 18667).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

16. Questions jointes :

- Question de M. Ben Weyts à la ministre de l'Intérieur sur "les cadres linguistiques au sein du service d'incendie bruxellois" (n° 18689).

- Question de M. Bart Laeremans à la ministre de l'Intérieur sur "les cadres linguistiques des services incendie et des autres services régionaux" (n° 18807).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

17. Question de Mme Jacqueline Galant à la ministre de l'Intérieur sur "le déménagement du poste de circulation de Mons" (n° 18700).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

18. Question de M. Jean Marie Dedecker à la ministre de l'Intérieur sur "le recours aux analystes criminels opérationnels au sein de la police fédérale" (n° 18705).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

19. Question de M. Joseph George à la ministre de l'Intérieur sur "l'organisation des services d'incendie" (n° 18739).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

20. Question de M. Joseph George à la ministre de l'Intérieur sur "le financement des services de secours" (n° 18742).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

21. Question de M. Josy Arens à la ministre de l'Intérieur sur "l'utilisation de scanners corporels dans les aéroports" (n° 18744).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

22. Question de M. Michel Doomst à la ministre de l'Intérieur sur "les policiers en civil sur les vols dans l'UE" (n° 18752).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

23. Question de M. Michel Doomst à la ministre de l'Intérieur sur "les appels d'urgence à la police" (n° 18753).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

24. Question de M. Michel Doomst à la ministre de l'Intérieur sur "les problèmes de communication" (n° 18754).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

25. Question de M. Michel Doomst à la ministre de l'Intérieur sur "des incidents dans les transports en commun" (n° 18755).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

26. Question de M. Michel Doomst à la ministre de l'Intérieur sur "les subsides dans le cadre des sommets européens" (n° 18756).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

27. Question de M. Josy Arens à la ministre de l'Intérieur sur "les missions supplémentaires de la zone de police 'Semois et Lesse'" (n° 18765).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

28. Question de M. Joseph George à la ministre de l'Intérieur sur "le statut des pompiers volontaires" (n° 18794).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

29. Question de M. Joseph George à la ministre de l'Intérieur sur "la mise en place des zones de secours" (n° 18795).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

30. Question de M. Gerald Kindermans à la ministre de l'Intérieur sur "sa décision de ne pas envoyer de policiers belges en Haïti" (n° 18850).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

31. Question de M. Gerald Kindermans à la ministre de l'Intérieur sur "sa décision d'envoyer des formateurs belges de policiers en Afghanistan à la suite du débat récent en commission mixte" (n° 18851).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

32. Question de M. Josy Arens à la ministre de l'Intérieur sur "le choix de la province du Luxembourg comme zone pilote" (n° 18962).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

33. Question de M. Paul Vanhie à la ministre de l'Intérieur sur "les véhicules prioritaires" (n° 18996).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

34. Question de Mme Annick Ponthier à la ministre de l'Intérieur sur "les subsides fédéraux en matière de sécurité octroyés aux communes" (n° 19259).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

35. Question de M. Ludwig Vandenhove à la ministre de l'Intérieur sur "la lutte contre la culture professionnelle de cannabis" (n° 19019).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

36. Question de M. Ludwig Vandenhove à la ministre de l'Intérieur sur "l'octroi d'une indemnité compensatoire dans la zone de police de Bruxelles-Capitale/Ixelles" (n° 19021).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

37. Question de M. Ludwig Vandenhove à la ministre de l'Intérieur sur "les sanctions administratives communales" (n° 19022).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

38. Question de M. André Frédéric à la ministre de l'Intérieur sur "la mise en place du logiciel 'Ariadne' dans les provinces" (n° 19030).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

➤ **MERCREDI 10 FÉVRIER 2010**

1. Question de M. Francis Van den Eynde au premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile, sur "le voyage du premier ministre en Turquie" (n° 17973).

- Le premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile, a répondu.

2. Question de M. Georges Gilkinet au premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile, sur "le recours de la société BNP Paribas Fortis contre la reprise de la société Decto" (n° 18144).

- Le premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile, a répondu.

3. Question de M. Francis Van den Eynde au premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile, sur "les propos qu'il a tenus devant le corps diplomatique au sujet de la marque 'Flandre'" (n° 18285).

- Le premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile, a répondu.

4. Questions jointes :

- Question de M. Ben Weyts au premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile, sur "la vente à l'étranger d'oeuvres d'art appartenant à la famille royale" (n° 18553).

- Question de M. Francis Van den Eynde au premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile, sur "la vente d'objets d'art provenant de la Collection Royale" (n° 18691).

- Le premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile, a répondu.

5. Question de Mme Barbara Pas au premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile, sur "la légalité de la nomination du commissaire du gouvernement" (n° 18629).

- Le premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile, a répondu.

6. Question de M. Georges Gilkinet au premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile, sur "la réforme du système des intérêts notionnels" (n° 19130).

- Le premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile, a répondu.

7. Question de M. Georges Gilkinet au premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile, sur "la reprise du dialogue social" (n° 19375).

- Le premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile, a répondu.

8. Question de Mme Sarah Smeyers au premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile sur "la politique de migration" (n° 19411).

- Le premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile, a répondu.

9. Question de Mme Meyrem Almaci au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "l'obligation de visa pour les travailleurs turcs" (n° 17596).

- Le secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales, a répondu.

10. Question de M. Xavier Baeselen au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "le fonds pour le regroupement familial" (n° 17807).

- Le secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales, a répondu.

11. Question de M. Roland Defreyne au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "le problème de la migration de transit dans les ports" (n° 18158).

- Le secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales, a répondu.

12. Question de Mme Karine Lalieux au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "la condamnation de la Belgique par la Cour européenne des droits de l'Homme concernant la détention des 'familles Dublin' en centre fermé" (n° 18598).

- Le secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales, a répondu.

13. Question de Mme Zoé Genot au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "la condamnation de la Belgique par la Cour des droits de l'homme pour la détention d'enfants en centre fermé" (n° 18602).

- Le secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales, a répondu.

14. Question de M. Michel Doomst au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "la condamnation de la Belgique par la Cour européenne des droits de l'homme" (n° 18604).

- Le secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales, a répondu.

15. Question de Mme Hilâl Yalçın au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "le traitement des demandes de visas pour les imams" (n° 18848).

- Le secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales, a répondu.

16. Question de Mme Zoé Genot au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "le statut des Haïtiens" (n° 18913).

- Le secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales, a répondu.

17. Question de M. Eric Jadot au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "la simplification des procédures de regroupement familial pour les personnes en provenance d'Haïti" (n° 19012).

- Le secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales, a répondu.

18. Question de Mme Sarah Smeyers au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "les régularisations pour raisons médicales" (n° 19191).

- Le secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales, a répondu.

19. Question de M. Michel Doomst au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "la migration économique dans le secteur des soins" (n° 19290).

- Le secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales, a répondu.

20. Question de Mme Sarah Smeyers au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "la politique de régularisation" (n° 19353).

- Le secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales, a répondu.

21. Question de Mme Mia De Schamphelaere au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "l'octroi de la nationalité belge sur la base d'une cohabitation de complaisance" (n° 19407).

- Le secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales, a répondu.

22. Question de M. Ben Weyts à la ministre de l'Intérieur sur "l'application des SAC" (n° 19166).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

23. Question de M. Xavier Baeselen à la ministre de l'Intérieur sur "les armes à létalité réduite" (n° 19201).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

24. Question de M. Roland Defreyne à la ministre de l'Intérieur sur "le contrôle du port de la ceinture de sécurité" (n° 19277).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

25. Question de M. Roland Defreyne au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "l'importante opération de contrôle des poids lourds" (n° 19280).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

26. Question de M. Mark Verhaegen à la ministre de l'Intérieur sur "la législation relative aux registres de population et au registre national et la possibilité d'habitat accompagné" (n° 19287).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

27. Question de M. Michel Doomst à la ministre de l'Intérieur sur "la restructuration de la formation policière" (n° 19291).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

28. Question de M. Georges Gilkinet à la ministre de l'Intérieur sur "le démantèlement de la centrale nucléaire de Chooz A" (n° 19310).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

29. Question de M. Georges Gilkinet à la ministre de l'Intérieur sur "la future école du feu des provinces de Namur, Luxembourg et Brabant wallon" (n° 19313).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

30. Question de M. Georges Gilkinet à la ministre de l'Intérieur sur "le financement des académies de police" (n° 19314).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

31. Question de M. Josy Arens à la ministre de l'Intérieur sur "l'absence des autorités locales dans le cadre de l'accord sectoriel 2009-2010" (n° 19385).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

32. Question de M. Michel Doomst à la ministre de l'Intérieur sur "le Early Warning System" (n° 19391).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

33. Question de M. Michel Doomst à la ministre de l'Intérieur sur "le nombre d'agressions avec violence" (n° 19392).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

34 Question de M. Michel Doomst à la ministre de l'Intérieur sur "les réseaux d'information de quartier" (n° 19393).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

35 Question de M. Michel Doomst à la ministre de l'Intérieur sur "la diversité au sein du corps de police" (n° 19397).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

Prochaine séance : mercredi 24 février 2010.

Défense nationale

COMMISSION DE LA DÉFENSE NATIONALE

Président : M. Ludwig Vandenhove

➤ **MERCREDI 10 FÉVRIER 2010**

1. Question de M. Hans Bonte au ministre de la Défense sur “le service militaire volontaire” (n° 18226).

- Le ministre de la Défense a répondu.

2. Question de Mme Valérie Déom au ministre de la Défense sur “la fermeture du quartier Lieutenant De Wispelaere et ses conséquences à court terme” (n° 18827).

- Le ministre de la Défense a répondu.

3. Question de M. Eric Libert au ministre de la Défense sur “le déséquilibre régional dans l’élaboration du Plan de réforme de la Défense” (n° 18964).

- Le ministre de la Défense a répondu.

4. Question de M. Bruno Stevenheydens au ministre de la Défense sur “la suppression de la batterie d’artillerie para-commando à Brasschaat” (n° 18984).

- Le ministre de la Défense a répondu.

5. Question de M. Bruno Stevenheydens au ministre de la Défense sur “la pétition pour le maintien du 1er Para à Diest” (n° 18985).

- Le ministre de la Défense a répondu.

6. Questions jointes :

- Question de M. Bruno Stevenheydens au ministre de la Défense sur “un aperçu des récents problèmes rencontrés par les C130 et entre autres l’approvisionnement en pièces de rechange” (n° 19053).

- Question de M. Denis Ducarme au ministre de la Défense sur “les pannes multiples d’avions utilisés par le département de la Défense dans le cadre de déplacements à l’étranger” (n° 19096).

- Le ministre de la Défense a répondu.

7. Question de M. Bruno Stevenheydens au ministre de la Défense sur “la situation dans la province afghane de Kunduz” (n° 19083).

- Le ministre de la Défense a répondu.

8. Question de M. Stefaan Vercamer au ministre de la Défense sur “la survie de l’Air Traffic Control Center (ATCC) de Gavere” (n° 19099).

- Le ministre de la Défense a répondu.

9. Question de M. Gerald Kindermans au ministre de la Défense sur “l’utilisation d’un hélicoptère belge Sea King dans le cadre d’un vol médical urgent” (n° 19101).

- Le ministre de la Défense a répondu.

10. Question de M. Gerald Kindermans au ministre de la Défense sur “la concrétisation de l’action de recherche de trois pilotes belges qui ont été portés disparus dans la forêt vierge congolaise en 1965” (n° 19102).

- Le ministre de la Défense a répondu.

Prochaine séance : mardi 23 février 2010.

Finances et Budget

COMMISSION DES FINANCES ET DU BUDGET

Président : M. François-Xavier de Donnea

➤ **MERCREDI 10 FÉVRIER 2010**

Audition de M. Ghislain Vandercapellen, Administrateur du recouvrement, sur les procédures de recouvrement et l’arriéré fiscal.

- Après un exposé introductif, M. Ghislain Vandercapellen, Administrateur général de l’administration générale de la perception et du recouvrement, a répondu aux questions de MM. Van Biesen, Gilkinet, Van der Maelen, De Potter, Coëme et de Donnea.

Sous-commission “Sécurité nucléaire”

SOUS-COMMISSION “SÉCURITÉ NUCLÉAIRE”

Président : Mme Katrien Partyka

➤ **MERCREDI 10 FÉVRIER 2010**

Actualisation des recommandations relatives à l’Agence fédérale de contrôle nucléaire.

- La discussion a été poursuivie et clôturée.

Dépenses électorales

RÉUNION COMMUNE DE LA COMMISSION DE CONTRÔLE DES DÉPENSES ÉLECTORALES ET DE LA COMPTABILITÉ DES PARTIS POLITIQUES

Présidents : M. Patrick Dewael et M. Armand De Decker (S)

➤ **MERCREDI 10 FÉVRIER 2010**

1. Examen des rapports financiers sur la comptabilité des partis politiques et de leurs composantes (exercice 2008), n°s 1968/1 et 2.

- Approbation du rapport de M. Philippe Mahoux (S).

- Le rapport a été approuvé à l'unanimité.

2. Examen des rapports des présidents des bureaux principaux de collège sur les dépenses électorales et l'origine des fonds des partis politiques et des candidats individuels pour l'élection du Parlement européen du 7 juin 2009. (Continuation). (Rapporteur : M. Xavier Baeselen).

- Un rapport intermédiaire sera émis par M. Daniel Bacquelaine loco M. Xavier Baeselen.

3. Groupe de travail "Partis politiques" :

- État de la question.

- Exposé.

- Ordre des travaux.

4. Examen des notes de synthèse déposées en application de l'article 4bis de la loi du 4 juillet 1989 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections des Chambres fédérales, ainsi qu'au financement et à la comptabilité ouverte des partis politiques.

- Avis à rendre par la Commission de contrôle.

- La commission de contrôle a émis 3 avis.

Prochaine séance : mercredi 3 mars 2010.

Finances et Budget

RÉUNION COMMUNE DE LA COMMISSION DES FINANCES ET DU BUDGET ET DU COMITÉ D'AVIS CHARGÉ DES QUESTIONS EUROPÉENNES

Présidents : MM. François-Xavier de Donnea et Herman De Croo et Vanessa Matz

➤ **MERCREDI 10 FÉVRIER 2010**

(Réunion commune avec la commission des Finances et des Affaires économiques du Sénat).

- Les priorités de la Présidence belge de l'Union européenne.

- État d'avancement en matière de transposition des Directives européennes.

Exposé introductif du vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles et échange de vues.

- Après un exposé introductif sur les priorités de la Présidence belge de l'Union européenne et l'état d'avancement en matière de transposition des directives européennes, le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu aux questions de Mme Arena, M. Waterschoot et Mme Matz (S).

Prochaine séance : mardi 23 février 2010.

Police

COMMISSION SPÉCIALE CHARGÉE DE L'ACCOMPAGNEMENT PARLEMENTAIRE DU COMITÉ
PERMANENT DE CONTRÔLE DES SERVICES DE POLICE

Président : M. François-Xavier de Donnea

➤ **MERCREDI 10 FÉVRIER 2010**

Auditions sur le fonctionnement du Comité P.

Concertation parlementaire

RÉUNION COMMUNE DE LA COMMISSION PARLEMENTAIRE DE CONCERTATION

Présidents : MM. Patrick Dewael et Armand De Decker

➤ **JEUDI 11 FÉVRIER 2010**

1. Projet de loi portant confirmation des arrêtés royaux pris en application des articles 2 et 3 de la loi du 16 octobre 2009 accordant des pouvoirs au Roi en cas d'épidémie ou de pandémie de grippe, n° 52-2386/1.

Demande d'urgence du gouvernement (application de l'article 80 de la Constitution et de l'article 12, § 2, de la loi du 6 avril 1995 organisant la commission parlementaire de concertation).

- Le délai d'évocation a été fixé à 5 jours et le délai d'examen à 20 jours.

2. Projet de loi portant modification de l'article 30 de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques, n° 52-2401/1.

Demande d'urgence du gouvernement (application de l'article 80 de la Constitution et de l'article 12, § 2, de la loi du 6 avril 1995 organisant la commission parlementaire de concertation).

- Le délai d'évocation a été fixé à 5 jours et le délai d'examen à 20 jours.

Séances plénières

➤ JEUDI 11 FÉVRIER 2010 APRÈS-MIDI (0141), SOIR (0142)

PROJETS DE LOI ET PROPOSITIONS

1. Proposition de loi (Mme Carina Van Cauter, MM. Herman De Croo, Thierry Giet et Olivier Hamal et Mmes Sabien Lahaye-Battheu et Marie-Christine Marghem) modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne l'attribution de demandes relatives à l'état des personnes, n^{os} 1645/1 à 6.

Pour l'instant, les demandes relatives à l'état des personnes sont attribuées à une chambre composée de trois conseillers.

La présente proposition de loi vise à attribuer ces demandes à une chambre composée d'un seul conseiller.

La proposition de loi (n° 1645) est adoptée à l'unanimité des 127 votants

2. Projet de loi modifiant l'article 353ter du Code judiciaire en ce qui concerne l'exercice de mandats politiques par le personnel des greffes et des secrétariats des parquets, n^{os} 2335/1 et 2.

Le projet de loi (n°2335) est adopté par 86 voix contre 14 et 27 abstentions

3. Proposition de loi (Mme Katrien Partyka et MM. Willem-Frederik Schiltz et Joseph George) modifiant la loi du 12 avril 1965 relative au transport de produits gazeux et autres par canalisations en ce qui concerne les tarifs de transit, n^{os} 2282/1 à 5.

Cette proposition de loi vise à modifier la législation belge en matière de gaz pour la mettre en conformité avec le droit européen en matière de tarification du transit de gaz naturel de frontière à frontière, en vue de garantir la transparence et la stabilité nécessaires au bon fonctionnement de l'accès au réseau de transport.

Les modifications consistent à abroger deux articles récemment modifiés de la loi gaz de 1965, qui permettent l'organisation d'un régime spécial en matière de transit de gaz naturel, notamment sur la base de contrats de transit "historiques".

Dorénavant, une seule méthodologie de tarification sera appliquée à toutes les activités relatives à l'accès au réseau de transport, conformément au droit communautaire et, en particulier, au principe de non-discrimination des utilisateurs du réseau.

La proposition de loi (n° 2282) est adoptée par 83 voix contre 32 et 12 abstentions

4. Projet de loi modifiant la loi du 5 mai 1997 relative à la coordination de la politique fédérale de développement durable, n^{os} 2238/1 à 5.
- Proposition de loi (Mme Muriel Gerken, M. Wouter De Vriendt, Mme Tinne Van der Straeten, M. Georges Gilkinet et Mmes Thérèse Snoy et d'Oppuers et Zoé Genot) modifiant la loi du 5 mai 1997 relative à la coordination de la politique fédérale de développement durable, n^{os} 180/1 et 2.
 - Proposition de loi (Mme Nathalie Muylle et M. Jef Van den Bergh) modifiant la loi du 5 mai 1997 relative à la coordination de la politique fédérale de développement durable en ce qui concerne la vision à long terme, n^{os} 1655/1 et 2.
 - Proposition de loi (Mme Nathalie Muylle et M. Jef Van den Bergh) modifiant la loi du 5 mai 1997 relative à la coordination de la politique fédérale de développement durable en ce qui concerne l'évaluation d'incidence des décisions sur le développement durable, n^{os} 1656/1 à 4.

La révision de la loi proposée répond à trois priorités: il s'agit en premier lieu d'élaborer d'ici début 2011 une vision à long terme de développement durable afin d'adresser les principaux défis posés par notre mode de développement actuel. Ensuite, le projet de loi vise à mieux coordonner la stratégie fédérale avec celles développées aux niveaux des entités fédérées et au niveau de l'Union européenne. Enfin, une simplification des instruments vise à les rendre plus efficaces. Le projet de loi permet donc de préserver l'esprit initial de la loi basé sur un cycle de planification et de rapportage ainsi qu'une démarche participative vis-à-vis de la société civile, tout en y ajoutant des éléments indispensables comme des objectifs à long terme et la possibilité pour le gouvernement d'y insuffler sa propre dynamique.

Le projet de loi (n° 2238) est adopté par 81 voix et 44 abstentions
La proposition de loi (n° 1656) est adoptée par 116 voix et 11 abstentions

5. Projet de loi relatif aux pratiques du marché et à la protection du consommateurs, n^{os} 2340/1 à 9.
- Proposition de loi (MM. Bart Laeremans, Francis Van den Eynde et Bruno Valkeniers) modifiant la loi du 14 juillet 1991 sur les pratiques du commerce et sur l'information et la protection du consommateur, en ce qui concerne l'emploi des langues en matière de publicité, n^{os} 602/1 et 2.
 - Proposition de loi (M. Willem-Frederik Schiltz et Mme Sofie Staelraeve) modifiant la loi du 14 juillet 1991 sur les pratiques du commerce et sur l'information et la protection du consommateur, en ce qui concerne les ventes conclues en dehors de l'entreprise du vendeur, n^{os} 665/1 et 2.
 - Proposition de loi (M. Herman De Croo, Mme Carina Van Cauter et M. Geert Versnick) modifiant la loi du 14 juillet 1991 sur les pratiques du commerce et sur l'information et la protection du consommateur en ce qui concerne l'application d'un supplément pour risques liés à certains produits et services, n^{os} 673/1 et 2.
 - Proposition de loi (MM. Bart Laeremans, Bruno Valkeniers, Bruno Stevenhuydens et Peter Logghe) modifiant la loi du 14 juillet 1991 sur les pratiques du commerce et sur l'information et la protection du consommateur en vue d'améliorer la lisibilité des contrats, n^{os} 960/1 et 2.
 - Proposition de loi (M. Willem-Frederik Schiltz) modifiant, en ce qui concerne les bons de valeur, la loi du 14 juillet 1991 sur les pratiques du commerce et sur l'information et la protection du consommateur, n^{os} 1021/1 et 2.
 - Proposition de résolution (Mme Karine Lalieux et Colette Burgeon et M. Alain Mathot) visant à encadrer l'éventuelle autorisation de vente conjointe, n^{os} 1670/1 et 2.

Le présent projet de loi vise à remplacer la loi du 14 juillet 1991 sur les pratiques du commerce et sur l'information et la protection du consommateur. Ce remplacement est nécessaire pour permettre au cadre légal dans lequel nos entreprises offrent des biens et services de mieux répondre aux circonstances modifiées du marché et aux besoins et souhaits actuels du consommateur. Le projet de loi a été élaboré après une évaluation juridique et économique de la loi actuelle et de vastes consultations des parties concernées.

Le projet de loi (n°2340) est adopté par 83 voix contre 20 et 23 abstentions

6. Projet de loi visant à renforcer le gouvernement d'entreprise dans les sociétés cotées et les entreprises publiques autonomes et visant à modifier le régime des interdictions professionnelles dans le secteur bancaire et financier, n^{os} 2336/1 à 7.
- Proposition de loi (Mmes Muriel Gerkens, Meyrem Almaci et Juliette Boulet, M. Wouter De Vriendt, Mmes Zoé Genot, Thérèse Snoy et d'Oppuers et Tinne Van der Straeten et M. Stefaan Van Hecke) relative à la publicité des participations et des rémunérations individuelles des dirigeants d'entreprise cotées en bourse, n^{os} 294/1 et 2.
 - Proposition de loi (M. Bruno Tuybens, Mmes Valérie Déom et Muriel Gerkens et MM. Bruno Tobback et Stefaan Van Hecke) modifiant la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques en ce qui concerne la rémunération du management, n^{os} 1291/1 et 2.
 - Proposition de loi (M. Bruno Tuybens, Mmes Valérie Déom et Muriel Gerkens et MM. Bruno Tobback et Stefaan Van Hecke) modifiant la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques en ce qui concerne l'indemnité de licenciement des membres du comité de direction, n^{os} 1292/1 et 2.
 - Proposition de loi (M. Bruno Tuybens, Mme Valérie Déom et M. Bruno Tobback) modifiant le Code des sociétés en ce qui concerne la publicité des rémunérations des administrateurs, n^{os} 1293/1 à 4.
 - Proposition de loi (M. Bruno Tuybens, Mmes Valérie Déom et Muriel Gerkens et MM. Bruno Tobback et Stefaan Van Hecke) modifiant le Code des sociétés en ce qui concerne l'élargissement de la participation à l'assemblée générale, n^{os} 1294/1 et 2.
 - Proposition de loi (M. Bruno Tuybens, Mmes Valérie Déom et Muriel Gerkens et MM. Bruno Tobback et Stefaan Van Hecke) modifiant la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques en ce qui concerne la rémunération des membres du conseil d'administration, n^{os} 1297/1 et 2.
 - Proposition de loi (M. Bruno Tuybens, Mme Muriel Gerkens et MM. Bruno Tobback et Stefaan Van Hecke) modifiant la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques en ce qui concerne la composition du conseil d'administration, n^{os} 1298/1 et 2.
 - Proposition de loi (M. Bruno Tuybens, Mmes Valérie Déom et Muriel Gerkens et MM. Bruno Tobback et Stefaan Van Hecke) modifiant la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques en ce qui concerne la transparence de la rémunération du management, n^{os} 1299/1 et 2.
 - Proposition de loi (M. Bruno Tuybens, Mmes Valérie Déom et Muriel Gerkens et MM. Bruno Tobback et Stefaan Van Hecke) modifiant la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques en ce qui concerne le droit de parole à l'assemblée générale, n^{os} 1300/1 et 2.
 - Proposition de loi (M. Stefaan Van Hecke) visant à supprimer les parachutes dorés et à encadrer la rémunération des dirigeants, n^{os} 1474/1 et 2.
 - Proposition de loi (M. Bruno Tuybens) modifiant en ce qui concerne les options sur actions, la loi du 26 mars 1999 relative au plan d'action belge pour l'emploi 1998 et portant des dispositions diverses, n^{os} 1501/1 et 2.

- Proposition de loi (MM. Olivier Hamal et David Clarinval et Mmes Carine Lecomte et Kattrin Jadin) modifiant le Code des sociétés pour instaurer le comité de rémunération et encadrer l'octroi de bonus et d'indemnités de départ pour les dirigeants d'entreprises et modifiant la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, n^{os} 1914/1 et 2.

Cette loi assure notamment la transposition partielle de la Directive 2006/46/CE du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006. Les sociétés cotées devront publier une déclaration de gouvernement d'entreprise annuel dans une section spécifique et clairement identifiable du rapport annuel.

De plus, ce projet de loi introduit une obligation additionnelle pour les entreprises cotées d'insérer un rapport de rémunération dans la déclaration mentionnée ci-dessus. Ce rapport de rémunération devra incorporer des données concrètes qui créeront de la transparence dans la politique de rémunération de l'entreprise et dans la rémunération des organes de gestion.

Ce rapport de rémunération sera préparé par un comité de rémunération lequel doit obligatoirement être établi au sein du conseil d'administration. Le projet de loi contient aussi des dispositions concrètes concernant la composition et le fonctionnement du comité de rémunération.

Le projet de loi prévoit que le rapport de rémunération devra dorénavant être approuvé par l'assemblée générale des actionnaires (AGA).

Pour terminer, le projet de loi a pour objectif d'encadrer la rémunération des administrateurs exécutifs dans les sociétés cotées et les entreprises publiques d'une part, en matière des indemnités de départ et d'autre part, en matière de la répartition de la rémunération variable dans le temps.

Le projet de loi (n°2336) est adopté par 83 voix contre 9 et 35 abstentions

Questions orales

La reconnaissance des diplômes d'infirmier A2

Questions jointes de :

- M. Koen Bultinck (VB) (n° P1676)
- M. Luc Goutry (CD&V) à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale (n° P1677)

La Flanders Queen Mussel et la désignation d'un commissaire du gouvernement auprès du Zeevissersfonds

Question de :

M. Jean Marie Dedecker (LDD) à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de la migration et d'asile (n° P1678)

L'insécurité juridique liée au versement de la prime de crise pour les ouvriers licenciés

Questions jointes de :

- Mme Camille Dieu (PS) (n° P1679)
- M. Hans Bonte (sp.a) à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile (n° P1680)

La désignation d'une personne portant le voile au sein du conseil d'administration du Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme

Questions jointes de :

- M. Francis Van den Eynde (VB) (n° P1681)
- M. Jean-Jacques Flahaux (MR) à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile (n° P1682)

Le livre vert relatif aux pensions

Questions jointes de :

- M. Wouter De Vriendt (Ecolo-Groen!) (n° P1683)
- M. Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!) (n° P1684)
- Mme Sonja Becq (CD&V) (n° P1685)
- M. Koen Bultinck (VB) (n° P1686)
- Mme Martine De Maght (LDD) (n° P1687)
- Mme Maggie De Block (Open Vld) (n° P1688)
- M. Guy Milcamps (PS) au ministre des Pensions et des Grandes villes (n° P1689)

Le respect de l'obligation scolaire

Question de :

M. Christian Brotcorne (cdH) au ministre de la Justice (n° P1690)

L'évasion de la prison de Tongres

Questions jointes de :

- M. Renaat Landuyt (sp.a) (n° P1691)
- M. Bruno Stevenheydens (VB) (n° P1692)
- Mme Carina Van Cauter (Open Vld) (n° P1693)
- M. Jean Marie Dedecker (LDD) (n° P1694)
- Mme Els De Rammelaere (N-VA) au ministre de la Justice (n° P1695)

Débat d'actualité

Lorsqu'un sujet d'actualité fait l'objet de plusieurs questions orales, le Président peut, de l'avis conforme des Présidents des groupes politiques ou, à défaut, de l'avis de la Conférence des présidents regrouper ces questions pour qu'elles soient traitées au cours d'un seul débat faisant suite à l'heure des questions orales.

Peuvent intervenir lors du débat d'actualité:

- *les auteurs des questions (3 minutes par membre);*
- *les intervenants: un par groupe politique, à l'exclusion des groupes auxquels appartiennent les auteurs des questions (2 minutes par intervention);*
- *après la réponse du gouvernement: les auteurs des questions pourront encore obtenir la parole ainsi que les intervenants des groupes autorisés qui n'ont pas pris la parole avant le gouvernement (2 minutes par intervention).*

Le débat ne donne pas lieu au dépôt de motions.

La sécurité à Bruxelles

Questions jointes de :

- M. Filip De Man (VB) (n° P1665)
- Mme Muriel Gerken (Ecolo-Groen!) (n° P1666)
- M. Michel Doomst (CD&V) (n° P1667)
- M. François-Xavier de Donnea (MR) (n° P1668)
- M. Renaat Landuyt (sp.a) (n° P1669)
- M. Ben Weyts (N-VA) (n° P1670)
- Mme Karine Lalieux (PS) (n° 1671)
- Mme Carina Van Cauter (Open Vld) (n° P1672)
- Mme Clotilde Nyssens (cdH) (n° P1673)
- M. Jean Marie Dedecker (LDD) (n° P1674)
- Mme Meyrem Almaci (Ecolo-Groen!) au ministre de la Justice et à la ministre de l'Intérieur (n° P1675)

Votes nominatifs sur les motions

Une motion pure et simple est une motion qui vise uniquement à passer à l'ordre du jour. La motion pure et simple a la priorité de droit sur toutes les autres motions, à l'exception de la motion de confiance. L'adoption d'une motion pure et simple entraîne la caducité de toutes les autres motions (art.92bis du Règlement de la Chambre).

Si plusieurs motions de recommandation portent sur le même objet, celles déposées par des interpellateurs ont, lors du vote, la priorité de droit sur celles déposées par d'autres membres. L'ordre du vote est, pour chacune de ces deux catégories de motions, déterminé par l'ordre dans lequel celles-ci ont été déposées.

VOTES :

1. sur les motions déposées en conclusion des interpellations de :

- M. Bart Laeremans (VB) au ministre de la Justice sur « la situation intenable à Anderlecht » (n° 410)
- M. Bart Laeremans (VB) à la ministre de l'Intérieur sur « l'insécurité croissante à Bruxelles et à Anderlecht » (n° 411)
- M. Jean Marie Dedecker (LDD) à la ministre de l'Intérieur sur « la sécurité à Bruxelles » (n° 413)
(développées en réunion commune des commissions de l'Intérieur, des Affaires Générales et de la Fonction publique, et de la Justice du 3 février 2010)

Deux motions ont été déposées (MOT 52 410/001)

- une motion de recommandation par Annick Ponthier (VB) et Bart Laeremans (VB)
- une motion pure et simple par Karine Lalieux (PS), Xavier Baeselen (MR), Bart Somers (Open Vld) et Servais Verherstraeten (CD&V)

La motion pure et simple est adoptée par 83 voix contre 44

Relations internationales

MERCREDI 20 JANVIER 2010

ÉCHANGE DE VUES AVEC M. HOWARD GUTMAN, AMBASSADEUR DES ÉTATS-UNIS EN BELGIQUE

Commission de la Défense nationale

Mercredi 20 janvier 2010, les commissions des Relations extérieures et de la Défense nationale ont reçu M. Howard Gutman, ambassadeur des États-Unis en Belgique, pour un échange de vues relatif à la politique étrangère.

La discussion s'est principalement concentrée sur la situation en Afghanistan et sur la stratégie adoptée par la communauté internationale dans ce pays. Après avoir été accueilli par les présidents respectifs des commissions, MM. Geert Versnick et Ludwig Vandenhove, l'ambassadeur a présenté un exposé introductif.



Au cours de cet exposé, il a expliqué l'approche américaine de la situation en Afghanistan. D'après lui, cette approche doit avant tout être axée sur la reconstruction de la société civile, de l'armée et d'une économie à part entière. Il n'existe pas de solution strictement militaire. La Belgique et les États-Unis sont d'accord sur ce point. Des efforts considérables sont dès lors fournis par les États-Unis en matière d'enseignement et d'agriculture. Cependant, afin que ces actions de reconstruction puissent être déployées, la sécurité doit être garantie, ce qui implique notamment la nécessité d'une assistance militaire efficace. Et à cet égard, l'ambassadeur plaide en faveur de moyens supplémentaires.

Au cours du débat qui a suivi, les intervenants se sont accordés pour dire qu'une approche strictement militaire ne constituait pas une solution à la situation problématique en Afghanistan. Mais l'opportunité d'une assistance supplémentaire n'a pas fait l'unanimité. Certains ont émis de sérieux doutes au sujet du bon déroulement de la stratégie américaine, qui entraîne déjà de graves conséquences d'un point de vue financier mais également humain.

D'autres ont fait valoir que la reconstruction n'était possible qu'accompagnée de garanties suffisantes de sécurité, et que l'action en Afghanistan relevait de l'intérêt commun des États-Unis et de la Belgique. Enfin, plusieurs membres ont formulé des questions de nature informative et politique au sujet de la politique des États-Unis et de l'OTAN à l'égard de l'Afghanistan.



Varia

LES VÉLOS VERTS DES DÉPUTÉS

Quelques députés de la Chambre ont formulé le désir de pouvoir disposer de vélos afin que les 150 députés puissent se déplacer dans la capitale tout en gardant la forme et en respectant l'environnement. Madame Sonia Becq a en effet adressé ce vœu auprès du Président de la Chambre, M. Patrick Dewael, en précisant que les membres du parlement flamand en disposaient déjà.

Récemment, après en avoir délibéré, le Collège des Questeurs a décidé de marquer son accord de principe sur l'achat de quatre vélos, en précisant qu'ils devront être de couleur verte. Quatre vélos verts, deux pour dames, deux pour hommes, vont être acquis dans les jours prochains.

Publications

Cette rubrique mentionne quelques publications que la rédaction juge susceptibles d'intéresser le lecteur.

CHAMBRE

Document parlementaire :

- 4-986/4 (SÉNAT)
52 1676/4 (CHAMBRE) DU 1^{ER} JANVIER 2010
Rapport sur la préparation de la présidence belge de l'Union européenne en 2010

Bulletin des questions et réponses :

- 52/091 DU 25 JANVIER 2010
Questions et réponses écrites – Volume I

- 52/091 DU 25 JANVIER 2010
Questions et réponses écrites – Volume II

Conseil des ministres du 12 février 2010

ASSURANCE MALADIE COMPLÉMENTAIRE

Exemption de la taxe annuelle sur les opérations d'assurance au bénéfice des assurances soins de santé offrant un niveau de protection élevé - Deuxième lecture

Le Conseil des ministres a approuvé, en deuxième lecture, un avant-projet de loi instaurant une exemption de la taxe annuelle sur les opérations d'assurance au bénéfice des assurances soins de santé offrant un niveau de protection élevé. L'avant-projet est adapté à l'avis du Conseil d'Etat.

La mesure, proposée par le ministre des Finances Didier Reynders vise à accorder une exemption de la taxe à ces contrats d'assurances soins de santé qui protègent mieux les assurés, et notamment les personnes atteintes de maladies chroniques.

Conseil des ministres du 12 février 2010

DURÉE DU TRAVAIL

Durée du travail des médecins, dentistes et vétérinaires

Le Conseil des ministres a approuvé un avant-projet de loi visant à limiter la durée du travail des médecins, dentistes, vétérinaires, des candidats médecins en formation, des candidats dentistes en formation et étudiants stagiaires se préparant à ces professions. L'avant-projet, proposé par la ministre de l'Emploi Joëlle Milquet et la ministre des Affaires sociales Laurette Onkelinx, transpose en droit belge la directive européenne 2003/88/CE.

Contrairement à la situation actuelle où la durée du travail des travailleurs précités n'est soumise à aucune limitation, la durée hebdomadaire du travail de ces travailleurs ne pourra plus dépasser 48 heures en moyenne sur une période de référence de 13 semaines. La limite absolue au cours de chaque semaine de travail est de 60 heures, à condition que les heures excédentaires soient récupérées sur la période de référence. Une période de repos de minimum 12 heures est également imposée après chaque période de travail ininterrompue de 12 heures minimum successives. La durée de chaque prestation de travail ne pourra plus en aucun cas excéder 24 heures consécutives. Un temps de travail additionnel de maximum 12 heures par semaine pourra par ailleurs également être presté à condition que le travailleur marque son accord écrit et individuel, afin notamment d'assurer un service de garde sur le lieu de travail. Cette possibilité de prester un temps de travail additionnel est entourée d'une série de mesures de protection issues de la directive européenne et le refus de marquer un tel accord ne pourra porter un quelconque préjudice au travailleur concerné. Ce temps de travail additionnel devra être rémunéré de manière spécifique. Des sanctions et des mesures de contrôle des heures réellement prestées sont prévues. L'ensemble du dispositif sera soumis au contrôle des inspecteurs des lois sociales.

L'avant-projet est transmis pour avis au Conseil d'Etat.

Conseil des ministres du 12 février 2010

BANQUE INTERNATIONALE POUR LA RECONSTRUCTION ET LE DÉVELOPPEMENT

Assentiment à l'Accord entre la Belgique et la Banque internationale pour la reconstruction et le développement

Sur proposition de M. Steven Vanackere, ministre des Affaires étrangères, le Conseil des ministres a approuvé un avant-projet de loi portant assentiment à l'Accord entre le Royaume de Belgique et la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD), signé à Bruxelles le 28 février 2005.

Le régime des privilèges et immunités dont jouit le Bureau de liaison de la BIRD en Belgique est réglé, d'une part, par la Convention des Nations Unies sur les privilèges et immunités des Institutions spécialisées du 21 novembre 1947, et, d'autre part, par l'Accord entre le Royaume de Belgique et la BIRD sur l'établissement en Belgique d'un Bureau de liaison de cette Organisation du 26 avril 1999, complémentaire à la Convention de 1947.

Le Protocole entre la Belgique et la BIRD, signé à Bruxelles le 28 février 2005, complémentaire à l'accord de 1999, vise à mettre les fonctionnaires du Bureau de liaison de la BIRD à Bruxelles sur un pied d'égalité avec les fonctionnaires des autres organisations internationales en Belgique, notamment sur le plan des privilèges fiscaux, en leur accordant une franchise de première installation. Lors de leur prise de fonction en Belgique, les fonctionnaires concernés auront désormais le droit durant une période de douze mois (et à condition de ne pas avoir résidé précédemment en Belgique) d'acheter en exonération de TVA et de droits de douanes leur premier véhicule, leur mobilier et leurs biens nécessaires pour l'équipement de leur habitation.

Conseil des ministres du 12 février 2010

CENTRE INTERNATIONAL POUR LE DÉVELOPPEMENT DES POLITIQUES MIGRATOIRES

Assentiment à l'Accord de siège entre la Belgique et le Centre international pour le développement des politiques migratoires

Sur proposition de M. Steven Vanackere, ministre des Affaires étrangères, le Conseil des ministres a approuvé un avant-projet de loi portant assentiment à l'Accord de siège entre le Royaume de Belgique et le Centre international pour le développement des politiques migratoires (CIDPM), signé à Bruxelles le 21 mai 2008.

Le CIDPM est une organisation internationale gouvernementale fondée en 1993 à l'initiative de la Suisse et de l'Autriche (le traité établissant le Centre fut signé par les deux pays le 1 juin 1993 à Vienne). Le but de l'organisation est de conseiller et d'assister les gouvernements (notamment européens) et les organisations internationales dans leur collaboration en matière de migration et d'asile, et de promouvoir ainsi des politiques migratoires complètes et durables.

L'organisation compte actuellement 11 pays membres, à savoir l'Autriche, la Bulgarie, la Croatie, la Hongrie, la Pologne, le Portugal, la République tchèque, la Slovaquie, la Slovénie, la Suède et la Suisse. Le siège est établi à Vienne.

L'Accord de siège entre la Belgique et le CIDPM vise à préciser certains aspects relatifs aux privilèges et immunités accordés par la Belgique à la Représentation du CIDPM afin d'assurer le bon fonctionnement de celui-ci.

Conseil des ministres du 12 février 2010

COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE DES ETATS DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Assentiment à l'Accord de siège entre la Belgique et la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest

Sur proposition de M. Steven Vanackere, ministre des Affaires étrangères, le Conseil des ministres a approuvé un avant-projet de loi portant assentiment à l'Accord de siège entre le Royaume de Belgique et la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), signé à Bruxelles le 12 juillet 2006.

La CEDEAO est un regroupement régional de quinze pays (Benin, Burkina Faso, Cap Vert, Côte d'Ivoire, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée Bissau, Liberia, Mali, Niger, Nigeria, Sénégal, Sierra Leone et Togo) créé en 1975. Sa mission est de promouvoir l'intégration économique dans tous les domaines de l'activité économique, notamment l'industrie, les transports, les télécommunications, l'énergie, l'agriculture, les ressources naturelles, le commerce, les questions monétaires et financières, les questions sociales et culturelles.

Lors du Sommet de la CEDEAO, tenu à Dakar le 31 janvier 2003, il fut décidé d'établir un Bureau de liaison auprès de l'Union européenne à Bruxelles.

L'accord de siège entre le gouvernement belge et la CEDEAO vise à préciser certains aspects relatifs aux privilèges et immunités accordés par la Belgique au Bureau de la CEDEAO afin d'assurer le bon fonctionnement de celui-ci.

Conseil des ministres du 12 février 2010

MARCHÉ COMMUN D'AFRIQUE ORIENTALE ET AUSTRALE

Assentiment à l'Accord de siège entre la Belgique et le Marché commun d'Afrique orientale et australe

Sur proposition de M. Steven Vanackere, ministre des Affaires étrangères, le Conseil des ministres a approuvé un avant-projet de loi portant assentiment à l'Accord de siège entre le Royaume de Belgique et le Marché commun d'Afrique orientale et australe (COMESA), signé à Bruxelles le 2 mars 2007.

Le COMESA est une organisation internationale composée actuellement de 19 Etats membres de l'Afrique orientale et australe. Le Traité instituant le COMESA fut signé à Kampala (Ouganda) le 5 novembre 1993 et ratifié à Lilongwe (Malawi) le 8 décembre 1994. L'Organisation vise à promouvoir l'intégration économique de l'Afrique orientale et australe par l'introduction d'un marché commun. A courte échéance une union douanière sera établie, suivie par la libre circulation des personnes et une union monétaire à plus long terme.

En mai 2005, le Conseil des ministres du COMESA, réuni à Kigali, décida de l'ouverture d'un bureau de liaison de l'Organisation à Bruxelles. La mission de ce bureau de liaison sera de développer les relations avec l'Union européenne et avec les Pays ACP, et de représenter COMESA dans les négociations internationales avec ces organisations.

L'accord de siège entre le gouvernement belge et le COMESA vise à préciser certains aspects relatifs aux privilèges et immunités accordés par la Belgique au Bureau du COMESA afin d'assurer le bon fonctionnement de celui-ci.

Conseil des ministres du 12 février 2010

BUDGET ÉCONOMIQUE 2010

Communication des chiffres du budget économique 2010

Le Conseil des ministres a pris connaissance des chiffres du budget économique 2010, communiqués par l'Institut des comptes nationaux (ICN).

Au cours du second semestre 2009, l'économie belge a renoué avec des chiffres de croissance trimestriels positifs (0,6 % en moyenne). Sous l'effet de la conjoncture internationale, la croissance des exportations devrait cependant ralentir temporairement au cours de l'année 2010. En outre, le dynamisme de la demande intérieure devrait rester modéré, si bien que la croissance moyenne du PIB n'atteindrait que 0,3 % par trimestre en 2010. En 2011, la croissance des exportations devrait à nouveau s'accélérer, tandis que la demande intérieure reprendrait quelque vigueur, ce qui se traduirait par une croissance trimestrielle moyenne du PIB de 0,6 %. Par rapport à nos prévisions de septembre 2009, la croissance économique au cours du second semestre 2009 a été nettement plus vigoureuse que prévu. Ce point de départ plus favorable explique dans une large mesure la révision à la hausse de la croissance économique en 2010 (de 0,4 % à 1,4 %). L'estimation de croissance pour 2011 serait de 1,7 %. La croissance économique sur la période 2010-2011 permettrait de compenser le recul enregistré en 2009.

Alors que l'an dernier, l'emploi intérieur avait perdu 23.200 unités en moyenne annuelle, les pertes nettes d'emplois devraient atteindre 46.100 unités cette année. En 2011, la tendance s'infléchit toutefois, avec une augmentation de 8.600 emplois. En 2010, le nombre de chômeurs (y compris les chômeurs indemnisés non demandeurs d'emploi) devrait augmenter de 52.900 unités, et, en 2011, de 28.900 unités. Le taux de chômage harmonisé (définition Eurostat) passerait ainsi de 7,0 % en 2008 à 8,8 % en 2011.

L'inflation, mesurée à l'aide de l'indice national des prix à la consommation, remonterait, sous l'effet de la hausse des prix des produits pétroliers, à 1,6 % en 2010 et à 1,7 % en 2011. Quant à l'indice santé, il progresserait respectivement de 1,2 % et 1,6 %. L'indice pivot actuel (112,72) devrait être dépassé en janvier 2011, tandis que l'indice pivot suivant (114,97) ne serait pas atteint en 2011.

Demandes d'interpellation

Les demandes d'interpellation sont déposées au bureau de la Chambre qui les renvoie en réunion publique de commission. Sur avis de la Conférence des présidents, le président peut toutefois décider qu'une interpellation présentant un intérêt général ou politique particulier sera développée en séance plénière ou décider de la transformer en question orale ou écrite.

➤ **0414 Défense nationale**

Interpellation de M. David Geerts au ministre de la Défense sur « l'usage impropre d'avions par le ministre ».

Projets de loi, propositions, rapports de commissions et compte-rendus

Les projets et propositions de loi déposés à la Chambre ainsi que les rapports de commission sont publiés sous forme de documents parlementaires.

Ces documents portent un numéro d'ordre principal attribué lors du dépôt à chaque projet ou proposition; suit un numéro subséquent attribué aux différents documents (avis du Conseil d'État, amendements, rapports de commission....) qui s'y rattachent. Suit enfin la mention de la session parlementaire au cours de laquelle le projet ou la proposition a été déposé.

Tous les documents parlementaires peuvent être consultés sur www.lachambre.be sous la rubrique « Documents parlementaires ». Une sous-rubrique mentionne les documents les plus récents. Tous les documents parlementaires peuvent être commandés sous la rubrique « Publications » (voir colonne à droite).

Les comptes rendus des séances plénières et des commissions peuvent également être consultés sur le site, sous la rubrique « Séances plénières » (compte rendu analytique et intégral) et sous la rubrique « Commissions » (discussion des textes de loi, des interpellations et des questions orales).

Avis du Conseil d'Etat

La section de législation du Conseil d'État donne un avis motivé sur le texte d'un projet, d'une proposition de loi ou d'un amendement dont la Chambre est saisie lorsqu'elle y est invitée par le président de la Chambre. Celui-ci est tenu de solliciter cet avis lorsque 71 membres au moins ou la majorité des membres d'un groupe linguistique le demande. Il peut solliciter cet avis pour tout projet, proposition ou amendement à un projet ou proposition. (Pour mémoire, les avant-projets de loi du gouvernement doivent être soumis à l'avis du Conseil d'État).

Le document reprend les avis remis par le Conseil d'État à la demande du Président de la Chambre, lesquels sont publiés sous forme de document parlementaire. Il est également fait mention des textes pour lesquels le président de la Chambre sollicite l'avis du Conseil d'État.

➤ **DOC 52 1513/002 DU 4 FÉVRIER 2010**

Avis du Conseil d'État n° 47.499/3 du 12 janvier 2010 concernant la proposition de loi instaurant une part de marché maximale sur les marchés du gaz et de l'électricité

➤ **DOC 52 2057/002 DU 4 FÉVRIER 2010**

Avis du Conseil d'État n° 47.498/3 du 12 janvier 2010 concernant la proposition de loi instaurant une taxe évitable en vue d'affaiblir les positions dominantes sur le marché et de promouvoir un marché concurrentiel de l'électricité

➤ **DOC 52 1462/002 DU 8 FÉVRIER 2010**

Avis du Conseil d'État n° 47.705/ du 1^{er} février 2010 concernant la proposition de loi modifiant, en ce qui concerne les délais de prescription et la récidive des infractions de roulage, la loi relative à la police de la circulation routière, coordonnée le 16 mars 1968

Assemblées parlementaires internationales

DÉLÉGATION BELGE À L'ASSEMBLÉE PARLEMENTAIRE DU CONSEIL DE L'EUROPE

Textes adoptés par l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe
au cours de la 1^{ère} partie de la session 2010, Strasbourg, 25-29 janvier 2010

Recommandations

- 1894 Le fonctionnement des institutions démocratiques en Bosnie-Herzégovine
- 1895 La lutte contre la traite des êtres humains : promouvoir la convention du Conseil de l'Europe
- 1896 La corruption judiciaire
- 1897 Respect de la liberté des médias
- 1898 Les seuils électoraux et autres aspects des systèmes électoraux ayant une incidence sur la représentativité des parlements dans les Etats membres du Conseil de l'Europe
- 1899 Augmenter la représentation des femmes en politique par les systèmes électoraux
- 1900 La rétention administrative des demandeurs d'asile et des migrants irréguliers en Europe
- 1901 Résolution des problèmes de propriété des réfugiés et des personnes déplacées
- 1902 Le fonctionnement des institutions démocratiques en Albanie
- 1903 Quinze ans après le Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement

Résolutions

- 1700 La situation au Proche-Orient
- 1701 Le fonctionnement des institutions démocratiques en Bosnie-Herzégovine
- 1702 La lutte contre la traite des êtres humains : promouvoir la convention du Conseil de l'Europe
- 1703 La corruption judiciaire

- 1704 La liberté de religion et autres droits de l'homme des minorités non musulmanes en Turquie et de la minorité musulmane en Thrace (Grèce orientale)
- 1705 Les seuils électoraux et autres aspects des systèmes électoraux ayant une incidence sur la représentativité des parlements dans les Etats membres du Conseil de l'Europe
- 1706 Augmenter la représentation des femmes en politique par les systèmes électoraux
- 1707 La rétention administrative des demandeurs d'asile et des migrants irréguliers en Europe
- 1708 Résolution des problèmes de propriété des réfugiés et des personnes déplacées
- 1709 Le fonctionnement des institutions démocratiques en Albanie

Les textes mentionnés et d'autres documents du Conseil de l'Europe peuvent être obtenus auprès du service des Affaires européennes et Relations interparlementaires du Sénat

Sonja Langenhaeck : 02/501.79.81
Secrétariat : 02/501.72.62
e-mail : sl@senate.be - lc@senate.be